

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1766 - 15 avril 1993 - 3,50 F

D 1766 BRÉSIL: LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La destitution du président de la République pour motif de corruption a profondément marqué la vie nationale (cf. DIAL D 1751). On ignore cependant le rôle moteur qu'y a joué ce qu'on appelle la "société civile", par opposition aux milieux politiques, judiciaires et militaires. Il s'agit en l'occurrence des éléments actifs des milieux syndicaux, professionnels, religieux, artistiques et populaires. C'est le thème de la nécessaire moralisation de la vie politique lancé par la société civile qui, dès juin 1992, a déclenché les grandes manifestations de rue contre le président Collor. Ainsi était né le "Mouvement pour l'éthique en politique".

Ce mouvement allait reprendre, sous une autre forme, face à l'aggravation de la paupérisation au Brésil (cf. DIAL D 1690). En effet, selon un rapport de l'Institut d'enquête économique appliquée, organisme relevant de la présidence de la République, il y aurait aujourd'hui, sur une population de l'ordre de 150 millions, quelque 32 millions de personnes dans la misère réparties à égalité entre le milieu rural et le milieu urbain. Le 8 mars 1993, les mêmes représentants de la société civile lançaient alors l'"Action des citoyens contre la misère et pour la vie". Le 18 mars, le gouvernement créait une commission spéciale présidée par Mgr Mauro Morelli afin de proposer des mesures de combat contre la famine, le chômage et la récession.

Note DIAL

1. Naissance du "Mouvement pour l'éthique en politique" comme expression de la société civile (correspondance particulière)

Alors que le scandale de la corruption au plus haut niveau de l'Etat éclatait en plein jour et éclaboussait directement le président de la République (1), un certain nombre de personnes se réunissaient à Brasília dans les locaux de l'Ordre des avocats du Brésil (OAB), le 28 mai 1992. Il y avait là les représentants de divers groupes et organisations de la société civile, ainsi que de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) (2). Le programme des discussions était le suivant:

- 1) Analyse de la conjoncture nationale.
- 2) Que faire face à la démobilité de la société civile?
- 3) Une remobilisation de la société civile pourrait se faire sur deux points du débat national en cours: la question éthique de la corruption des plus hautes sphères de l'Etat, et la mise en place d'une timide Commission d'enquête parlementaire sur les faits de corruption. C'est de là qu'est partie la proposition d'une "veillée civique" pour le lancement du mouvement.

Trois semaines plus tard, le 9 juin 1992, une deuxième réunion se tenait avec les mêmes représentants à Brasília, cette fois au siège de la CNBB. Quelques parlementaires s'étaient joints à la réunion.

C'est le 23 juin suivant qu'eut effectivement lieu la "veillée civique" à l'auditorium Petrônio Portela du Congrès national. Quelque deux mille personnes y firent acte de présence, y compris les présidents du Sénat et de la Chambre

des députés. Le livre de présence a été signé par 158 groupes et organisations, 80 parlementaires et une quarantaine de personnalités.

A partir de ce moment-là, le mouvement a gagné les rues du Brésil à l'heure de la mise en accusation du président Collor devant le Congrès. Et c'est la pression populaire qui a fait croître une chose qui apparaissait impossible au départ.

Après la destitution du président de la République l'idée d'éthique en politique s'est orientée dans le sens du combat contre la pauvreté absolue: l'"Action des citoyens contre la misère et pour la vie".

2. Manifeste du "Mouvement pour l'éthique en politique" (23 juin 1992)

Les entités et personnes qui adhèrent à ce mouvement recherchent ensemble des alternatives efficaces pour une issue à la crise. Le mouvement a pour objectif fondamental de faire le lien entre les groupes et organisations de la société civile convaincus que l'éthique est la pierre angulaire des rapports humains à tous les niveaux. L'éthique suppose la coresponsabilité de tous les citoyens. C'est pourquoi la loi n'admet ni exception ni impunité.

Ce qui importe essentiellement c'est de créer une société vraiment humaine dans laquelle l'égoïsme, les privilèges, les avantages et l'impunité le cèdent à l'honnêteté, à la solidarité et au progrès social.

Les dommages sociaux causés par le modèle économique imposé au pays, et qui n'est qu'un nouvel habillage de vieilles idées ayant déjà montré leur cruel visage d'exploitation de l'homme, manifestent à l'évidence l'urgence d'une véritable démocratie ouverte sur la participation de tous aux richesses, à la culture et au bien-être.

Cette veillée civique est un cri d'alarme. Il appartient aujourd'hui à tous, spécialement au Congrès national, de défendre l'éthique en politique afin que sa violation systématique ne ruine pas les conquêtes démocratiques que nous avons mis tant d'années à écrire dans la Constitution et à vivre en pratique dans la vie quotidienne.

Nous sommes en état de vigilance en faveur de l'éthique et de la démocratie, pour dire qu'en démocratie la loi n'admet pas d'exception et que la loi d'exception relève de l'arbitraire. Tout comme nous sommes en état de vigilance pour réaffirmer que, dans une démocratie, il n'y a pas de condamnation sans preuve et personne n'est au-dessus de l'éthique et de la loi.

3. Déclarations de Herbert de Souza, président de l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE) (CORECON, février 1993) (Intertitres de DIAL)

"Avant la destitution du président de la République, le Mouvement pour l'éthique en politique s'est réuni au siège de la Conférence nationale des évêques du Brésil pour discuter de ce que nous pourrions faire face à ce qui se passait dans le pays et pour voir comment nous allions réagir à la vague néolibérale.

"Nous étions quelque trente-cinq groupes et organisations. J'ai affirmé alors que la démocratie était incompatible avec la politique économique menée et avec ses conséquences, à savoir la récession, le chômage et la misère. Partant de cela, nous avons décidé d'élaborer une proposition plus globale.

"La question centrale reste bien celle-ci: une politique économique néolibérale est à l'oeuvre et elle va nous conduire à une situation de désastre social, économique et politique. On ne peut parler de société démocratique avec une telle misère. C'est de cela dont nous discutons, et si la proposition est acceptée, le Mouvement pour l'éthique en politique s'ouvrira au combat contre la misère comme axe essentiel. Notre projet est de lancer le mouvement "Action des citoyens contre la misère et pour la vie", qui englobera également la question des droits de l'homme et celle de la violence. Il y aura une coordination nationale et des comités dans toutes les villes du Brésil. (...)

(De la pauvreté à la misère massive)

"Pendant de longues années, nos analyses faisaient essentiellement ressortir l'existence au Brésil de deux classes: les riches et les pauvres. Le problème du développement du Brésil portait sur la manière de régler la question de la pauvreté, de créer des emplois, etc. Les réformes structurelles des années 60 étaient réellement des réformes, c'est-à-dire des efforts pour améliorer ce qui existait. Certes les situations extrêmes de misère existaient, mais elles étaient conjoncturelles. La sécheresse au Nord-Est provoquait la famine, mais la sécheresse finie la famine l'était aussi. L'un de nos premiers travaux à l'IBASE, en 1982-83, a été sur la sécheresse (3). Nous avons relevé les noms des enfants morts de faim à cette occasion. Il y en avait près de 4.000. Ces noms ont été affichés dans les églises, et des séminaires ont été organisés sur la sécheresse et la famine au Nord-Est.

"Le grand changement des années 70-80 a été l'apparition brutale d'une troisième catégorie sociale, celle des miséreux, des indigents. L'indigent c'est le sans-terre, le sans-maison, le sans-nourriture, le sans-école. C'est "le sans". Dans la réalité brésilienne d'aujourd'hui, cette catégorie sociale se chiffre en millions et millions, et non plus en milliers.

"Depuis un certain temps nous en percevons les symptômes inquiétants. Nous nous interrogeons sur la population des rues, un indicateur dramatique. La Fondation Léon XIII affirme que 10.000 personnes vivent dans les rues de Rio de Janeiro. Nous avons compté 800 enfants vivant de même.

"Le Brésil a une immense capacité de résignation sociale, que la misère et la pauvreté ne font qu'aggraver. L'idée de désagrégation du tissu social, de la nation et de la société n'est plus une hypothèse: elle est un fait, là devant nous. Sauf que la société en discute sous d'autres formes comme la violence, la peine de mort ou l'inflation. (...)

(Le rôle de la société civile)

"Nous avons appris au long des années comment fonctionne le Congrès national et comment il pourrait fonctionner. La procédure de destitution du président de la République nous en a fait découvrir autant sur le président Collor que sur le Congrès lui-même. Fondamentalement le Congrès ne se comporte pas selon ses définitions internes, tout comme les députés ne votent pas selon les directives de leur parti. Le jeu est beaucoup plus complexe. Le Congrès national est comme un cheval qu'on ne peut laisser aller la bride sur le cou. C'est la société civile qui doit tenir les rênes du Congrès.

"Entre la société civile et le Congrès il existe une dialectique complexe et contradictoire. C'est à la société civile qu'il appartient de se situer toujours au-dessus du Congrès. Celui-ci est né pour être guidé, pas pour se promener en liberté. Dire cela, ce n'est pas de l'intervention. Certains députés s'insurgent: "Nous n'acceptons pas les ingérences." Comment? Un Congrès qui n'accepte pas les ingérences est un Congrès fascisant.

"A partir du moment où nous lançons un plan de combat contre la misère, nous sommes en droit d'exercer toutes les pressions nécessaires pour pouvoir le mettre en oeuvre. (...)"

(1) Cf. DIAL D 1715 (NdT).

(2) C'est le lieu de rappeler que, lors de son assemblée annuelle d'avril 1989, la CNBB avait élaboré un long document intitulé "Exigences éthiques de l'ordre démocratique", en écho à la nouvelle Constitution promulguée en octobre 1988. Les Eglises, dont l'Eglise catholique, avaient joué un rôle de premier plan à l'époque de l'Assemblée constituante. Cf. DIAL D 1234, 1282, 1341 et 1346 (NdT). (3) "Le génocide du Nord-Est, 1979-1983", São Paulo, 1988 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F - Avion Am.lat. 500F - USA-Canada-Afrique 470F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Com.par.presse 56249 - ISSN 0399-6441